



C_2016_081

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la
délibération:
Déchèterie de
Lorgues -
Autorisations
préalables -
Transfert du terrain**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Madame Liliane BOYER

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Dans le cadre de son schéma des déchèteries, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a programmé la construction de nouveaux équipements.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, le Conseil d'agglomération a approuvé la demande de subvention auprès de l'ADEME, pour la réalisation des trois déchèteries sur les communes de Flayosc, Lorgues et Salernes.

Le projet de la déchèterie de Lorgues sera implanté sur la parcelle cadastrée section G n°1382p. La totalité de ladite parcelle n'est pas nécessaire au projet.

La superficie nécessaire au projet ne dépassera pas 10 000 m² à détacher de la parcelle cadastrée section G n°1382 pour une superficie totale 23 179 m².

Afin de pouvoir mettre en œuvre ce projet et solliciter les autorisations administratives afférentes, la commune de Lorgues a délibéré le 14 avril 2016 (n°16/20) afin d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à déposer :

- le permis de construire afférent ;
- toutes demandes d'autorisation administrative nécessaires à la réalisation du projet et notamment : autorisation de défrichement, dossier loi sur l'eau, dossier « Installations classées pour la Protection de l'Environnement »...

En parallèle, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de transfert du bien nécessaire à la réalisation de cette opération.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise prendra à sa charge l'ensemble des frais afférents à la préparation et à la rédaction du procès-verbal de transfert et notamment les frais de géomètre.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise a compétence pour déposer les autorisations d'urbanisme pour le compte de celle-ci, conformément à la délibération en date du 25 avril 2014 (C_2014-037).

Pour les autres autorisations administratives, le Conseil d'agglomération doit préalablement avoir autorisé Monsieur le Président.

Il en est de même pour la signature du procès-verbal de transfert qui devra intervenir entre la commune de Lorgues et la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

A terme, la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la commune de Lorgues, se rapprocheront afin d'envisager, le cas échéant, une cession à titre gracieux de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation des travaux de construction de la déchèterie.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Gestion et valorisation des déchets » réunie le 9 juin 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer ultérieurement le procès-verbal de Transfert de la parcelle cadastrée section G n°1382p pour une superficie maximale de 10 000 m² et tout document afférent ;
- autoriser Monsieur le Président à déposer et solliciter toutes les autorisations administratives nécessaire à la mise en œuvre du projet ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la réalisation de cette déchèterie
- dire que l'ensemble des frais afférents à la préparation et à l'élaboration du procès-verbal de transfert sera à la charge de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2016.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Olivier Audibert-Troin".

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.